

UGA : stratégie 2026-2030 sur les transitions écologique et numérique, et la souveraineté (Y. Lakhnech)

News Tank Éducation & Recherche -
Grenoble - Actualité n°453428 - Publié le 14/09/2026 à 17:02

Imprimé par - abonné # - le 18/09/2026 à 09:32



Yassine Lakhnech - © Université Grenoble Alpes

« Transformation écologique, transition numérique et souveraineté scientifique et technologique, dans une approche holistique et multidisciplinaire : ce sont les trois défis globaux de notre cap stratégique sur lesquels nous avons choisi de travailler, suite à l'adoption en CA (Conseil d'administration) cette année de notre plan stratégique 2026-2030 », déclare Yassine Lakhnech, président de l'UGA (Université Grenoble Alpes), lors de la conférence de presse de rentrée, le 10/09/2026.

Tous ces sujets « sont travaillés dans des CDP (Cross disciplinary program) (cross disciplinary programmes) mis en place depuis 2016, qui se renouvellent et mettent ensemble des communautés scientifiques de disciplines différentes, notamment SHS (Sciences humaines et sociales), sciences et technologies, santé », précise-t-il. Une approche qui selon lui « permet d'aller chercher des moyens très importants à France 2030 ».

Autre élément structurant pour 2026-2027 : la mise en place de « clusters, soit des CDP ayant déjà été labellisés deux fois par l'Idex (Initiative(s) d'excellence), qui ont la maturité scientifique, de formation, de valorisation et la capacité d'aller chercher des fonds ». Deux fonctionnent déjà (Miai (Multidisciplinary institute in artificial intelligence) et Energie) et d'autres seront labellisés rapidement.

Ces nouveaux objets « réunissent une masse critique d'E-C (enseignant(s)-chercheur(s)) et de chercheurs, avec un certain niveau de reconnaissance et d'excellence, autour de thèmes en lien avec des filières économiques stratégiques ou des politiques publiques. »

Ces clusters vont « créer des espaces de réflexion pour la formation, la recherche et l'innovation » et incluront « tous les acteurs du territoire (entreprises, collectivités, État, organismes nationaux de recherche et autres partenaires) pour définir et mettre en place ensemble des stratégies communes ». Ainsi, « nous jouons notre rôle de chef de file sérieusement ».

Budget : « Nous ne voulons pas tomber sous le contrôle de l'État »

Interrogé par News Tank sur la santé financière de son université, [Yassine Lakhnech](#) indique que l'UGA « a fini l'année 2025 avec + 2,5 M€, contre + 900 k€ fin 2024. Sur 2026, nous prévoyons un résultat négatif ».

Ainsi, l'UGA réfléchit à de nouvelles mesures pour maîtriser sa trajectoire financière. « Car si l'on revendique une autonomie responsable, il faut qu'on maîtrise notre budget ; ce qui ne veut pas dire que la dotation de l'État est à la hauteur. »



Souci sur la situation financière de l'INP UGA »

« Notre souci est la situation financière le Grenoble INP - UGA qui est très dégradée : nous sommes en discussion avec le rectorat », dit-il. « Mais nous ne voulons pas tomber sous le contrôle de l'État ou du rectorat ».

Grenoble INP - UGA a présenté deux bilans financiers déficitaires au rectorat qui lui a demandé un retour des comptes à l'équilibre d'ici 2027. Les conditions de retour à l'équilibre prévoient « un plan d'économie drastique, qui touche la masse salariale »,

déclarait [Vivien Quéma](#) à News Tank le 14/12/2025.

Droits différenciés : vers un système de redistribution

Toujours sur le volet budgétaire, Yassine Lakhnech indique à News Tank que l'UGA travaille à la mise en place pour l'année 2027-2028 d'un « système de redistribution » des droits différenciés, pour éviter de « mettre de côté certains étudiants ». Car selon lui « c'est un risque » de la mise en application du décret du 20/05/2026.

Celui-ci fixe à 20 % le taux d'exonération pouvant être accordé au regard des ressources des étudiants. Deux taux transitoires sont prévus : 30 % pour les exonérations attribuées au titre de l'année universitaire 2026-2027 et 25 % pour celles attribuées au titre de 2027-2028.

Yassine Lakhnech espère que grâce à ce dispositif de redistribution, « certains étudiants qui auraient renoncé à venir à l'UGA viendront quand même ». Avec en ligne de mire : « transformer le risque d'éviction en inclusion » et ainsi « renforcer notre réussite, notre attractivité et l'inclusivité ».

Selon lui, les recettes générées par les droits différenciés « couvriront les frais de ce dispositif » de redistribution et le reste sera utilisé pour mettre en place des actions en faveur de l'inclusion, l'attractivité et la réussite : nous ne voulons pas utiliser ces moyens-là pour boucher des trous ailleurs ».



Transformer le risque d'éviction en inclusion »

« Nos analyses montrent que tous les étudiants étrangers concernés rentrent sous la barre des 30 %, donc on peut les exonérer cette année. Mais légalement, pour qu'on ne soit pas mis en difficulté vis-à-vis d'un tribunal, il faudra demander à chaque étudiant un dossier, avec une réponse individuelle » pour environ 4 000 demandes par an.

Il précise que l'année prochaine, tous les étudiants concernés ne pourront pas être exonérés : « Quand il va s'agir de faire des choix, il va falloir être solide pour ne pas créer d'injustices » et « nous devons recruter ».

Comp (Contrat d'objectifs, de moyens et de performance) : « le Mesre (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace) doit démontrer à Bercy sa capacité de pilotage stratégique »

Interrogé sur la démarche des Comp, « il est extrêmement important que le Mesre démontre à Bercy qu'il est en capacité de pilotage stratégique » en vue de le « convaincre pour avoir les financements qu'il faut pour l'ESR (Enseignement supérieur et recherche) », indique le président de l'UGA.

« Je ne crois pas qu'il y ait un modèle arithmétique possible à court terme : il faudrait tout mettre à plat, avec le risque de faire de telles différences de dotation que pour l'assumer politiquement je n'y crois pas. » Voilà pourquoi il est en faveur de « l'approche consistant à associer la dotation à des aspects stratégiques ».

Formations : « nous allons affiner notre nouvelle offre »

« Cette année, nous allons affiner notre nouvelle offre de formation qui va débiter à la rentrée 2027 avec des orientations stratégiques très importantes sur :

- la transformation écologique avec un déploiement au niveau licence comme le demande une circulaire ;
- le disciplinaire au niveau des masters ;
- le déploiement de l'IA (Intelligence artificielle) au niveau licence, avec l'objectif que tout étudiant qui suit une licence à l'UGA ait une introduction à l'IA » ;



Les moyens annoncés par l'Etat sont ridicules »

Il évoque l'importance donnée à l'interdisciplinarité et l'internationalisation, ainsi que la réforme de l'Inspé (Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) « qui se met en place de manière assez fluide » et la réforme des études de santé :

« Le point d'entrée est de faire en sorte que les étudiants puissent avoir les prérequis leur permettant de réussir la L2 (Licence 2), dans le cas où ils réussissent cette année-là mais pas un concours. Nous sommes dans le calcul très fin de ce que cela va engendrer comme coût, sachant que côté État les moyens annoncés sont ridicules. »

Enfin, Yassine Lakhnech indique que son université travaille « sur l'ouverture de 15 ~~CMI (Cursus master ingénierie)~~ (cursus master ingénieur) visant à former des ingénieurs par la recherche, avec l'idée d'offrir des voix alternatives à des jeunes pour accéder à des métiers d'ingénieurs avec un profil de recherche ».

Deux CMI ouvrent à la rentrée et les autres l'année prochaine, « dont certains à l'interface de différentes disciplines ».

Baisse démographique : « nous y travaillons depuis un an et demi »

Interrogé par News Tank sur l'anticipation de la baisse démographique des étudiants, il répond : « nous travaillons depuis un an et demi sur le sujet. Nous sommes en train de définir le profil RH (~~Ressources humaines~~) de l'établissement pour les corps des E-C, enseignants et ~~Biatss~~ (~~Bibliothèques, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Social, Santé~~) et certains paramètres tels que :

- le bon ratio entre professeurs et maîtres de conférences,
- le ratio de ~~HDR (Habilitation à diriger des recherches)~~,
- le ratio par disciplines selon l'offre de formation et d'autres paramètres,
- etc.

Nous avons aujourd'hui la photo et sommes en train de finir la projection sur cinq ou dix ans, ce qui va définir la Gpec. »

Les autres sujets abordés par Yassine Lakhnech

Première cérémonie de rentrée solennelle

[Yassine Lakhnech](#) indique que l'UGA compte en cette rentrée « 12 000 nouveaux entrants accueillis aujourd'hui avec la journée Start UGA, et nous sommes toujours sur 14 000 personnels contribuant aux missions de l'UGA (pas tous employés par l'UGA) ».

« C'est une rentrée inédite par certains aspects notamment avec la toute première cérémonie de rentrée académique solennelle ce soir, avec plus de 400 inscrits », ajoute-t-il.

Il indique que l'UGA va aussi lancer « la deuxième édition de la convention citoyenne étudiante. Un sondage va être lancé qui permettra aux étudiants de choisir entre cinq thèmes proposés celui qu'ils souhaitent travailler. Nous réfléchissons aussi à ouvrir certains de ces thèmes à d'autres partenaires tels le ~~Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires)~~ et la ville ».

Schéma directeur de la vie étudiante

Le président de l'UGA évoque le schéma directeur de la vie étudiante signé en décembre 2025 avec le Crous Grenoble Alpes pour la période 2026-2030 : « le ~~SDVE (Schéma directeur de la vie étudiante)~~ présente cinq orientations stratégiques » : faciliter l'intégration, campus dynamiques, santé, engagement/citoyenneté et pilotage.

Il précise que le nombre de déclarations de situations de handicap chez ses étudiants a progressé :

- « de 48 % sur deux ans ;
- de 20 % l'an passé ;
- et de + 15 % à date cette année.

Dans le même temps, le délai pour obtenir un accompagnement a été divisé par trois ! ».

Délégation globale de gestion des UMR

Interrogé par News Tank sur le chantier de la ~~DGG (Délégation globale de gestion)~~ (délégation globale de gestion), il indique : « en juillet 2025, j'avais écrit aux présidents des organismes de recherche concernés pour leur faire la proposition :

- que les unités hébergées par le ~~CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)~~ soient sous délégation globale de gestion financière au CEA, et le même schéma pour les équipes-projets communes ~~Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique)~~ et les ~~UPR (Unité propre de recherche) CNRS (Centre national de la recherche scientifique)~~ ;
- et que pour toutes les autres ~~UMR (Unité mixte de recherche)~~, l'UGA est prête à prendre la délégation globale, soit plus de 50 % » des UMR, indique-t-il.

« Nous avons aussi proposé une autre approche qui consiste à ne pas mettre la délégation globale de gestion financière en place, mais une unité de service dédiée à la gestion des projets : l'État est d'accord avec cette proposition, au plus haut niveau. »

Mais de préciser qu'« il est difficile d'avancer, car derrière il y a une question de compétition financière entre les gestionnaires : je regrette que ça ne soit jamais mis de manière claire sur la table. »

Enfin, sur le site, il compte « proposer qu'on se mette d'accord sur des règles de répartition des prélèvements et que, du coup, la question de 'qui gère ?' ne devient plus un problème. Il faut d'abord résoudre la question financière ».

Présidentielle 2027

Interrogé par News Tank sur l’élection présidentielle à venir, « les universités doivent peser dans le débat. L’incertitude sur l’issue de cette élection nous invite à être vigilants à ce que les universités soient engagées notamment dans la défense de la liberté académique, l’intégrité, la quête de la vérité, l’excellence, l’égalité des chances, l’ouverture au monde et le refus des dogmes et des certitudes imposées », indique-t-il.

« Il est temps de mettre dans le débat la question du rôle que la Nation veut donner aux universités. On ne peut pas nous demander d’être le principal ascenseur social et ne pas nous donner les moyens pour le faire. »



Yassine Lakhnech

Président @ Université Grenoble Alpes (UGA)

Enseignant-chercheur en informatique @ Université Grenoble Alpes (2016-2020) (UGA)

Yassine Lakhnech est spécialiste en informatique théorique, plus précisément dans le domaine de la sécurité et sûreté prouvées des systèmes informatiques et de la cryptographie, et des liens entre la logique formelle et l’informatique.

Il a notamment :

- participé à la coordination de la mise en place du premier master « informatique et mathématiques » au moment du passage au LMD et de la réflexion sur l’offre de formation en informatique en licence et en master à l’Université Joseph Fourier - Grenoble 1 (devenue UGA) ;
- participé à la mise en place et a co-dirigé le pôle de recherche MathSTIC ;
- initié et coordonné le projet Pilsy qui a donné naissance au bâtiment Imag ;
- participé à la coordination de la réflexion et au montage du Labex Persyval-Lab ;
- participé au montage et au suivi du projet Idex Univ. Grenoble Alpes et est impliqué dans la réflexion et la construction de l’université intégrée.

Parcours

Depuis mai 2024	Université Grenoble Alpes (UGA) Président
Depuis 1999	Université Grenoble Alpes (2016-2020) (UGA) Enseignant-chercheur en informatique
Décembre 2022 - janvier 2025	France Universités Membre du CA
Décembre 2022 - janvier 2025	France Universités Président du conseil de la recherche et de l’innovation
Janvier 2020 - février 2024	Université Grenoble Alpes (UGA) Président
Janvier 2016 - janvier 2020	Université Grenoble Alpes (Comue) (UGA) Directeur exécutif recherche et valorisation de l’Idex
2012 - 2016	Université Joseph Fourier - Grenoble 1 Vice-président recherche et valorisation
2008 - 2012	Université Grenoble Alpes (Comue) (UGA) Directeur du pôle de recherche MathSTIC

Établissement & diplôme

N.c. - 1996

Kiel University
Thèse en informatique et mathématiques

Fiche n° 30328, créée le 02/05/2018 à 11:07 - Màj le 14/09/2026 à 15:42



Université Grenoble Alpes (UGA)

L'Université Grenoble Alpes est un grand établissement né d'un établissement public expérimental (EPE) au sens de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 12/12/2018.

- Catégorie : Universités
- Entité(s) affiliée(s) :
- [Ensag \(École nationale supérieure d'architecture de Grenoble\)](#)
 - [Grenoble INP - UGA](#)
 - [Université Grenoble Alpes \(2016-2020\) \(UGA\)](#)
 - [Sciences Po Grenoble \(IEP Grenoble\)](#)

Général

Date de création	04/11/2019
Statut	EPSCP sous forme de grand établissement (après pérennisation le 08/11/2023 au terme de l'expérimentation)
Tutelles	Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche
Implantations (dont siège)	Grenoble (siège)
Missions et spécialités	• Être une université internationale, visible et attractive, ancrée dans son territoire, moteur du développement économique, social et culturel. • Répondre aux transformations majeures de la société par une formation riche et diverse, une recherche qui repousse les limites du savoir, une diffusion de la connaissance et un développement de l'esprit critique, permettant d'appréhender les transformations sociétales et d'en être des acteurs avertis. • Regrouper les forces de l'ESR du site dans le respect de la diversité et des différences pour répondre efficacement à ces enjeux dans un contexte de compétition internationale toujours plus intense.
Composantes	Trois établissements-composantes : • Grenoble INP ; • IEP de Grenoble ; • Ensa de Grenoble.
Présidence	Yassine Lakhnech (élection le 16/05/2024)

Effectifs étudiants

2019-20	60 395
2020-21	59 796
Source(s) : Open Data Esri	

Inscriptions principales et secondes (source : Open data du Mesri)

Effectifs de doctorants contractuels

2019-20	968
Source(s) : Open Data Mesri	

Effectifs E-C titulaires

2023-24	1 905
2022-23	1 935
2021-22	1 964
2020-21	1 953
2019-20	1 640
2018-19	1 649
Source(s) : Open Data MESR	

Maîtres de conférences et professeurs des universités exclusivement.

Produits encaissables (M€)

Budget initial 2023	568,5 M€
2022	503,4 M€
2021	491,5 M€
2020	475,3 M€
Source(s) : Open data MESR	

Les produits encaissables correspondent aux produits de fonctionnement de l'exercice qui se traduisent par un encaissement (à différencier des produits sans flux de trésorerie). Ils comprennent essentiellement la subvention pour charges de service public et les ressources propres.

Dépenses de personnel (M€)

Budget initial 2023	427,2 M€
2022	400,5 M€
2021	389,0 M€

2020	382,2 M€
------	----------

Source(s) : Open data MESR

Fonds de roulement (en jours)

Budget initial 2023	18,5
---------------------	------

2022	36,8
------	------

2021	44,0
------	------

2020	36,1
------	------

Source(s) : Open data MESR

Fonds de roulement en jours de charges décaissables

Résultats PIA

Excellences	Vague 2 (2022) : 27,7M€
-------------	-------------------------

Saps	Vague 1 (2021) : 442k€
------	------------------------

PUI (2023)	FITInnovE : 10M€ en phase d'amorçage
------------	--------------------------------------

AMI SHS	Vague 1 (2024) : 9M€ pour le projet Foresee
---------	---

Fiche n° 9327, créée le 07/11/2019 à 11:34 - MàJ le 10/09/2026 à 10:19